

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie,
Par arrêté préfectoral n°SGAR 25-007 du 24/01/2025, portant délégation de signature
en matière de marchés publics et d'accord cadre

Objet de la consultation

RN814 – Sécurisation du boulevard périphérique Nord de Caen
Aménagement de l'échangeur du Chemin Vert

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **Jeudi 18 septembre 2025 à 16 h 00** (heure locale
de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| 2-1. Définition de la procédure | 3 |
| 2-2. Décomposition en tranches et en lots..... | 3 |
| 2-3. Nature de l’attributaire | 3 |
| 2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières | 4 |
| 2-5. Variantes | 4 |
| 2-6. Prestations supplémentaires éventuelles | 4 |
| 2-7. Exigences minimales de la négociation | 4 |
| 2-8. Délai d’exécution des travaux..... | 4 |
| 2-9. Modifications de détail au dossier de consultation | 4 |
| 2-10. Délai de validité des offres..... | 4 |
| 2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense | 4 |
| 2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau | 4 |
| 2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) | 4 |
| 2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain | 5 |
| 2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels..... | 5 |
| 2-16. Clauses sociales et environnementales | 5 |
| ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION | 6 |
| 3-1. Solution de base | 6 |
| 3-2. Variantes..... | 8 |
| ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION..... | 8 |
| 4-1. Sélection des candidatures | 9 |
| 4-2. Jugement et classement des offres | 9 |
| ARTICLE 5. CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DE L’OFFRE | 12 |
| 5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation..... | 12 |
| 5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique | 13 |
| ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES..... | 14 |

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

Les prestations concernent la réalisation des travaux suivants :

- Réalisation des terrassements de la bretelle de sortie
- Réalisation de la couche de forme de la bretelle de sortie
- Réalisation de la structure de chaussées de la bretelle de sortie
- Réalisation d'une structure pour la bretelle d'accès
- Pose d'un système de signalisation lumineuse tricolore sur la bretelle de sortie et le Boulevard Maréchal Juin dans les deux sens
- Création d'un îlot piéton au droit de la bretelle d'entrée
- Suppression de la bretelle de sortie et de la bretelle d'accès à la bretelle d'entrée inutilisée

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : RN814 – Boulevard Périphérique Nord de Caen sur le territoire des communes de Caen dans le département du Calvados

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

-  soit avec une entreprise unique ;
-  soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la

procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes

pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'entreprise retenue et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social. En effet, dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, la DREAL Normandie a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, en incluant une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'article 11 du Cahier des Clauses Administratives Particulières et l'annexe clause précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui participe ou permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cas où le soumissionnaire fait une proposition inférieure au volume minimum d'heures d'insertion, ou ne fait pas de proposition, son offre est considérée comme irrégulière et sera rejetée par le donneur d'ordre.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui

prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Gestion des déchets ;
- Utilisation de modes de déplacement peu émetteurs en polluants : **pour les véhicules légers**, il est demandé que celui-ci soit au minimum respectueux de la classe 2 de la vignette Crit'Air, à savoir des véhicules et utilitaire légers diesel mis en service à partir du 1er janvier 2011, et des véhicules et utilitaires légers essence mis en service à partir du 1er janvier 2006) et **pour les véhicules lourds**, il est demandé que ces derniers respectent au minimum la norme EURO 5, à savoir des véhicules mise en circulation avant le 1^{er} janvier 2011.
- Obligation d'utilisation d'agrégats d'enrobés à hauteur de 50 % pour la couche d'assise et 30 % pour les couches de roulement

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées

dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

– Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le représentant habilité de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix et détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;
- Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

– Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document-s suivant-s :

Le Schéma d'Organisation du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ). Cette notice comprendra :

- Une organisation du candidat ou du groupement dans sa démarche qualité et la mise en œuvre des contrôles internes et externes ;
- Procédures proposées au regard du présent chantier et exemples de fiches de contrôle et de suivi ;
- Organisation de la maintenance de la signalisation de chantier.

Une notice retraçant le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE). Cette notice comprendra :

- Une analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître d'Ouvrage ;
- L'organisation mise en place, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE ;
- Les dispositifs prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux ;
- Les éventuelles propositions pour le réemploi de matériaux extérieurs au chantier ;
- La nature et la situation des travaux et/ou des tâches d'exécution concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et risques au regard de l'environnement en lien avec ces tâches ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers

lesquels seront acheminés les différents déchets ;

- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Un mémoire technique qui comprendra :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de rendre contractuel le mémoire technique lors de l'attribution du marché. Il décrira notamment la synthèse des contraintes et la compréhension du projet, l'organisation générale et spatiale du chantier au regard des contraintes et de l'analyse des risques, les moyens techniques et humains, les produits et matériaux mis en œuvre et les procédés d'exécution pour la réalisation des travaux.

– **Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Le Détail Estimatif (DE) : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RMO ne prévoit pas de négociation des offres.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

| Critère d'attribution | Pondération |
|---|--------------------|
| Le critère « Prix » sera apprécié au regard du Bordereau des Prix et du Détail Estimatif | 50,00 % |
| Le critère « Valeur technique » sera apprécié au regard du mémoire technique, et selon la description suivante : – <u>Sous-critère n°1 (SCT.1)</u> : Mémoire technique – <u>Sous-critère n°2 (SCT.2)</u> : Procédés (SOPAQ et Dossier d'exploitation) – <u>Sous-critère n°3 (SCT.3)</u> : Environnement (SOGED / SOPRE / Notice propreté aux abords du chantier) – <u>Sous-critère n°4 (SCT.4)</u> : Complétude des sous-détails de prix unitaires et des décompositions | 20,00 % |
| Le critère « Délai » sera apprécié au regard des éléments de l'Acte d'Engagement et du planning proposé par le candidat selon la description suivante – <u>Sous-critère n°1 (SCD.1)</u> : Durée du délai distinct n°1 pour la réalisation de la bretelle de sortie – <u>Sous-critère n°2 (SCD.2)</u> : Cohérence du calendrier prévisionnel avec les délais indiqués à l'AE et les modalités d'exploitation sous-chantier | 30,00 % |

Méthode de notation du critère « Prix » :

Le critère prix sera apprécié au regard du Bordereau des Prix (BP) et du Détail Estimatif (DE) fournis à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat.

Les notes seront attribuées ainsi :

$$N(P) = 100 \times \text{Prix (offre la moins disante)} / \text{Prix (offre considérée)}$$

Le résultat sera exprimé avec deux décimales avec la prise en compte de l'arrondi supérieur.

Méthode de notation du critère « Valeur Technique » :

La prise en compte de la valeur technique des prestations proposée par les candidats est appréciée au vu du contenu des éléments fournis à l'appui de son offre.

Ce critère comporte 7 sous-critères, eux-mêmes pondérés au sein du critère global, de la façon suivante :

| Sous-critère | | Pondération |
|--------------|--|-------------|
| SCT.1 | Mémoire technique | 40,00 % |
| SCT.2 | Procédés (SOPAQ et Dossier d'exploitation | 30,00 % |
| SCT.3 | Environnement (SOGED / SOPRE / Notice propreté aux abords du chantier) | 20,00 % |
| SCT.4 | Complétude des sous-détails de prix unitaires et des décompositions | 10,00 % |

Chaque sous-critère se voit attribuer une note de la manière suivante :

- La note 0 est attribuée à l'élément s'il est manquant.
- La note 1 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences graves sont identifiées.
- La note 2 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences significatives sont identifiées.
- La note 3 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences mineures sont identifiées.
- La note 4 est attribuée à l'élément s'il est complet et suffisant.

Afin d'utiliser complètement la pondération des sous-critères, l'offre la mieux notée reçoit l'intégralité des points dévolus au sous-critère analysé, les autres notes sont recalculées par une simple règle de trois pour conserver l'écart de notation.

Le calcul du sous-critère sera exprimé avec deux décimales avec la prise en compte de l'arrondi supérieur.

La somme des points de chaque sous-critère, après application des coefficients de pondération ci-avant, représente la valeur technique du dossier, notée SVT (Somme des Valeurs Techniques) :

$$SVT = (0,4 \times SCT.1) + (0,3 \times SCT.2) + (0,2 \times SCT.3) + (0,10 \times SCT.4)$$

Le critère « valeur technique » est noté en appliquant la formule suivante :

$$Note\langle\langle\text{Valeur technique}\rangle\rangle = \frac{SVT \times 100}{SVT_{max}}$$

dans laquelle SVTmax est la note maximale des offres examinées.

Le résultat du calcul sera exprimé avec deux décimales avec la prise en compte de l'arrondi

supérieur.

Méthode de notation du critère « Délai » :

La prise en compte du délai de réalisation des prestations proposée par les candidats est appréciée au vu du contenu des éléments fournis dans l'Acte d'Engagement et dans le planning.

Ce critère comporte 2 sous-critères, eux-mêmes pondérés au sein du critère global « Délai », de la façon suivante :

| Sous-critère | | Pondération |
|--------------|--|-------------|
| SCD.1 | Durée du délai distinct n°1 pour la réalisation de la bretelle de sortie | 70,00 % |
| SCD.2 | Cohérence du calendrier prévisionnel avec les délais indiqués à l'AE et les modalités d'exploitation sous-chantier | 30,00 % |

Le sous-critère délai n°1 (SCD.1) se verra attribuer une note en fonction du délai d'exécution du délai distinct n°1 proposé par le candidat dans l'AE, tel que si le délai distinct est :

- inférieur ou égal à 10 semaines, la note est de 4/4
- supérieur à 10 et inférieur ou égal à 11 semaines, la note est de 3/4
- supérieur à 11 et inférieur ou égal à 12 semaines, la note est de 2/4
- supérieur à 12 et inférieur ou égal à 13 semaines, la note est de 1/4
- supérieur à 13 semaines, la note est de 0/4

Le sous-critère délai n°2 (SCD.2) se voit attribuer une note de la manière suivante :

- La note 0 est attribuée à l'élément s'il est manquant.
- La note 1 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences graves sont identifiées.
- La note 2 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences significatives sont identifiées.
- La note 3 est attribuée à l'élément si une ou des insuffisances ou incohérences mineures sont identifiées.
- La note 4 est attribuée à l'élément s'il est complet et cohérent.

Afin d'utiliser complètement la pondération des sous-critères, l'offre la mieux notée reçoit l'intégralité des points dévolus au sous-critère analysé, les autres notes sont recalculées par une simple règle de trois pour conserver l'écart de notation.

Le calcul du sous-critère sera exprimé avec deux décimales avec la prise en compte de l'arrondi supérieur.

La somme des points de chaque sous-critère, après application des coefficients de pondération ci-avant, représente la note de délai du dossier, notée SD (Somme des Délais) :

$$SD = (0,70 \times SCD.1) + (0,30 \times SCD.2)$$

Le critère « Délai » est noté en appliquant la formule suivante :

$$Note\langle\langle\text{Délai}\rangle\rangle = \frac{SD \times 100}{SD_{max}}$$

dans laquelle SD_{max} est la note maximale des offres examinées.

Le résultat du calcul sera exprimé avec deux décimales avec la prise en compte de l'arrondi

supérieur.

De l'analyse des offres effectuée selon les trois critères de choix fixés, le classement final des offres des candidats est obtenu en totalisant pour chaque offre les deux notes pondérées, selon la formule suivante :

$$Note_{finale} = 0,50 \times Note\langle\langle Prix \rangle\rangle + 0,20 \times Note\langle\langle ValeurTechnique \rangle\rangle + 0,30 \times Note\langle\langle Délai \rangle\rangle$$

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lorsque le candidat aura établi le détail estimatif de son offre en 2 parties, conformément à la possibilité donnée par l'article 3 ci-dessus, le critère "prix" sera, dans le jugement des offres, apprécié comme suit :

On prendra en compte le montant de la première partie du détail estimatif présenté par le candidat.

Si, au cours de la mise au point du marché avec le candidat retenu, le maître d'ouvrage décide de forfaitiser le montant de l'un ou de l'autre des ouvrages ou parties d'ouvrages considérés, le prix forfaitaire adopté ne pourra être supérieur au prix résultant de l'offre remise (première et, éventuellement, deuxième partie du détail estimatif).

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la

dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **DREALN-SMI-Chemin-vert**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie
Christophe LECLERCQ
Cité administrative
38, cours Clemenceau
76 000 Rouen

Copie de sauvegarde pour :

RN814 – Sécurisation du boulevard périphérique Nord de Caen
Aménagement de l'échangeur du Chemin Vert

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« **NE PAS OUVRIR** »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Les visites de site ne sont pas obligatoires. Néanmoins, le lieu d'exécution des travaux reste accessible.